

Contre la politique réactionnaire de Blanquer

construisons une école gratuite, laïque et solidaire !

Le service public d'éducation est mis à mal par son instrumentalisation dans la diffusion d'une idéologie réactionnaire. Alors que l'école devrait promouvoir la solidarité et garantir l'égalité entre tou·tes, on observe un déchaînement de discours racistes, nationalistes et passésistes dans les débats autour de l'éducation. Les immigré·es, les personnes supposé·es musulmanes ou encore les personnels mobilisé·es contre la politique de Blanquer, sont tour à tour accusé·es de déroger aux valeurs de la République et en particulier à la laïcité.

Il faut en finir avec cette politique du bouc-émissaire et construire une école ouverte, laïque et solidaire.



L'école doit jouer son rôle dans l'accueil des migrant·es et des réfugié·es !

La situation des ukrainien·es qui fuient la guerre jette une lumière crue sur les carences inacceptables de la France dans l'accueil des personnes migrant·es.

de s'aggraver avec la crise climatique. Celles et ceux qui arrivent en France subissent un traitement inhumain de la part de l'État français.

Chaque année, des millions de personnes sont contraint·es de quitter leur pays pour fuir les guerres et la pauvreté qui ne cesse

SUD éducation revendique des moyens pour que l'Éducation nationale participe à l'accueil des personnes migrantes.



SUD éducation revendique :

- la scolarisation immédiate de toutes et tous les mineur·es sur le territoire français sans distinction de nationalité ;
- la régularisation des mineurs·es étranger·ères une fois leur majorité arrivée, sans condition ;
- l'accès aux droits fondamentaux pour les enfants : santé, école, logement ; une scolarisation facilitée, une orientation choisie, avec les moyens nécessaires.
- la fin du recours aux obligations de quitter le territoire et des interdictions de retours, ainsi que des rétentions administratives.
- la fermeture sans délai des CRA.

Pour en finir avec le racisme et l'instrumentalisation de la laïcité pour stigmatiser !

Depuis le début de son mandat, Blanquer instrumentalise la laïcité pour stigmatiser de manière systématique la population musulmane ou considérée comme telle, comme en témoigne la récente campagne d'affichage consacrée à la "laïcité". En mélangeant religion, couleur de peau, origine géo-

graphique supposées, et en faisant des différences les freins à l'épanouissement et au vivre-ensemble, la campagne d'affichage est sur une pente dangereuse, celle d'un dévoiement raciste et xénophobe de la laïcité, appuyé sur un imaginaire colonial.

Blanquer, le ministre des catholiques intégristes

Les leçons de laïcité sont malvenues lorsqu'elles viennent du ministre Blanquer qui entretient toujours des liens avec les milieux catholiques conservateurs, à commencer par SOS éducation, association qui s'était illustrée, dans la continuité de la Manif pour Tous, dans sa lutte contre les ABCD

de l'égalité. Le gouvernement s'emploie à valoriser l'identité chrétienne de la France au détriment de la laïcité, il défend l'alliance historique des capitalistes avec le catholicisme, pour mieux chasser sur les terres de l'extrême droite en cette période d'élections présidentielles.



Pour lutter contre les inégalités et pour défendre la laïcité, socialisons l'enseignement privé !

En Ille-et-Vilaine, dans 72 communes il n'y a qu'une école privée. Dans le Maine-et-Loire, 83 communes sont dans cette situation. À la rentrée 2020, 42% des élèves de Bretagne sont scolarisés dans le privé, contre 17% à l'échelle nationale. Le dualisme scolaire est responsable d'inégalités face à l'éducation et fait payer à toute la population la promotion de l'enseignement religieux au détriment du service public d'éducation. L'école privée est largement financée par l'État, à hauteur de 8 milliards d'euros, soit 10,5% du budget de l'enseignement scolaire. À cela s'ajoutent

près de 4 milliards de financement par les collectivités territoriales, portant à 12 milliards de financement public pour l'enseignement privé.

Blanquer conduit une politique particulièrement favorable à l'enseignement privé, y compris hors contrat : les lois de finance successives favorisent toujours davantage l'école privée, dont le budget augmente plus vite que celui de l'enseignement public (+3,21% d'augmentation à la rentrée 2022) en particulier à cause des dispositions de la loi Blanquer dite "pour l'école de la confiance".

Pour SUD éducation, il est plus que jamais temps de reprendre le débat sur la fin du dualisme scolaire :

→ en mettant fin au financement public de l'enseignement privé !

→ en socialisant l'enseignement privé, sans indemnité ni rachat, et en transférant ses personnels dans les corps correspondants de l'enseignement public !